



SOMMAIRE N° 5

In memoriam – Le Doyen VEDEL et le droit monégasque p. 5 à 9
Pierre DELVOLVE – Professeur à l’Université de Paris Panthéon-Assas

PREMIERE PARTIE : DROIT PUBLIC ET INSTITUTIONS MONEGASQUES

- *Introduction* p. 13
- *Message de S.A.S. le Prince Souverain au Conseil National, concernant le processus d’adhésion de la Principauté de Monaco au Conseil de l’Europe (séance publique du 25 juin 2001)* p. 15 à 16
- *Constitution du 17 décembre 1962 révisée par la loi n° 1249 du 2 avril 2002* p. 17 à 38
- *Traité du 24 octobre 2002, destiné à adapter et à confirmer les rapports d’amitié et de coopération entre la Principauté de Monaco et la République française* p. 39 à 41
- *Message de S.A.S. le Prince Souverain au Conseil National, concernant le traité du 24 octobre 2002 (séance publique du 28 octobre 2002)* p. 43 à 44
- *Le contexte de la révision constitutionnelle à Monaco* p. 45 à 58
Louis BALMOND – Professeur à l’Université de Nice-Sophia Antipolis
- *Statut de la Famille Souveraine – Ordonnances des 15 mai 1882 et 29 mai 2002* p. 59 à 64
- *Les nouvelles règles constitutionnelles régissant la succession au Trône* p. 65 à 69
Prosper WEIL – Membre de l’Institut de France
Professeur émérite à l’Université Panthéon-Assas Paris II
- *La réforme du scrutin électoral du Conseil National* p. 71 à 102
Jacques A. BASSO – Professeur des Universités
Ancien professeur titulaire à l’Institut d’études politiques de Paris
- *La révision de la Constitution et les relations internationales* p. 103 à 136
Maurice TORRELLI – Doyen honoraire de l’Institut du droit de la paix et du développement de l’Université de Nice-Sophia Antipolis
Président honoraire du tribunal suprême de la Principauté de Monaco
- *La révision du traité du 17 juillet 1918, à l’aune de l’égalité Souveraine* p. 137 à 159
Maurice TORRELLI – Professeur honoraire de l’Université de Nice-Sophia Antipolis



DEUXIEME PARTIE : DROIT PRIVE

- *Regards sur le droit monégasque des conflits de lois* p. 163 à 182
Renaud DE BOTTINI – Professeur émérite à l’Université de Nice-Sophia Antipolis
- *Présence de Monaco au sein de la francophonie : passé, présent et perspectives* p. 183 à 208
Robert FILLON – Ministre conseiller près l’ambassade de la Principauté de Monaco à Paris

TROISIEME PARTIE : JURISPRUDENCE

- *Demande de dommages-intérêts devant le tribunal de première instance, fondée sur l’illégalité d’une décision administrative – Compétence exclusive du tribunal suprême*
Note Jean APOLLIS – Conseiller à la cour de révision p. 211 à 223
- *Exequatur en France d’une décision de divorce rendue à Monaco*
Note Pierre JULIEN – Agrégé des facultés de droit p. 225 à 229
Doyen honoraire de la faculté de droit de Nice
- *Exequatur simplifiée d’un jugement du tribunal de commerce de Menton*
Tribunal de première instance – Jugement du 11 avril 2002 p. 231 à 235
- *Marques de fabrique – Imitation de marque (Viagra et Viaglif)*
Tribunal de première instance – Jugement du 6 juin 2002 p. 236 à 239
- *Marques de fabrique – Mise en vente d’articles contrefaits*
Recours contre le fabricant – Dommages-intérêts
Tribunal de première instance – Jugement du 25 avril 2002 p. 240 à 244
- *Mineurs – Convention de la Haye sur l’enlèvement international d’enfants*
Retour de l’enfant sauf intégration dans son nouveau milieu
Cour d’appel – 20 septembre 2001 p. 245 à 247
- *Mineurs – Droit de visite des grands-parents*
Tribunal de première instance – 11 juillet 2002 p. 248 à 250
- *Responsabilité de l’Etat – Troubles anormaux de voisinage*
Cour d’appel – 16 avril 2002 p. 251 à 254
- *Saisie-arrêt – art. 494 du code de procédure civile – Nécessité d’un seul exploit*
Tribunal de première instance – 13 juin 2002 p. 255 à 256